

# La résilience sociale à l'ère néolibérale

**Peter A. Hall** Professeur d'économie politique et professeur de sociologie  
**Michèle Lamont** à l'université de Harvard.

## Mots-clés

- Résilience sociale
- Bien-être collectif
- Néolibéralisme

Si les initiatives néolibérales ont amélioré les conditions de vie de certaines personnes, elles ont également menacé le bien-être de nombreux groupes, communautés et individus, en raison d'une concurrence accrue dans la redistribution des ressources sur le marché et d'une pénétration de logiques marchandes dans la vie sociale. Cet article s'intéresse aux manières dont les groupes ont préservé leur bien-être face à ces défis, dans un processus qualifié de « résilience sociale ». Cette expression désigne ici la capacité d'un groupe de personnes liées entre elles au sein d'une organisation, d'une classe, d'un groupe ethnique, d'une communauté ou d'une nation à maintenir, ou à faire progresser leur bien-être malgré les difficultés. Bien que le propos soit axé sur les stratégies adoptées face au néolibéralisme, cette conceptualisation de la résilience sociale se veut suffisamment vaste pour englober les capacités des sociétés à faire face à de nombreux types de difficultés.

La résilience sociale est une caractéristique essentielle des sociétés qu'on peut qualifier de performantes, à savoir des sociétés qui fournissent à leurs membres les ressources nécessaires pour vivre une vie épanouissante, en bonne santé et en sécurité. Est privilégiée la compréhension des sources de cette résilience sociale recherchées parmi les ressources institutionnelles et culturelles que les groupes et les individus mobilisent pour maintenir leur bien-être. Cette approche de la résilience sociale contraste avec les perspectives dominantes qui mettent l'accent sur les qualités psychologiques nécessaires pour faire face à différents types de chocs. Nous nous intéressons, pour notre part, moins aux caractéristiques individuelles qu'aux cadres sociaux et culturels qui sous-tendent la résilience, et nous demeurons sceptiques face aux efforts déployés par certains gouvernements pour trouver dans la résilience individuelle le moyen de résoudre les problèmes sociaux<sup>(1)</sup>. Bien que de nombreux travailleurs américains

pensent que l'énergie et les ressources psychologiques nécessaires pour affronter l'insécurité structurelle et la montée des inégalités résident en eux-mêmes (Sharone, 2013 ; Silva, 2012), les ressources institutionnelles et culturelles qui sous-tendent la résilience dans un environnement social plus large sont ici privilégiées.

Étudier la résilience sociale suppose d'établir des liens entre les niveaux micro, méso et macro des données d'enquête. Par conséquent, en s'appuyant sur différents outils analytiques et disciplinaires, les changements de contexte associés au néolibéralisme sont intégrés aux niveaux macro et méso à travers l'examen de ce que ces changements ont produit sur la perception, la conception et l'expérience des individus (Lefebvre, 1974). L'ouvrage publié en 2013, dont cet article constitue une partie substantielle de l'introduction (Hall et Lamont, 2013), ne se limite pas uniquement aux changements institutionnels qui structurent les contextes dans lesquels les gens vivent, mais concerne également les conceptions de soi, les ordres de valeurs et les critères d'évaluation liés aux dynamiques sociales d'inclusion et d'exclusion (Boltanski et Thévenot, 2006 ; Foucault, 2010 ; Lamont, 1992 et 2000).

## Les sources de la résilience sociale

L'un des objectifs est de mieux comprendre la manière dont les individus, les communautés et les sociétés ont assuré leur bien-être face aux défis du néolibéralisme. Il s'agit ainsi d'une tentative de compréhension des fondements de la résilience sociale. L'impact des initiatives néolibérales n'est pas uniforme. Dans de nombreux cas, les réformes néolibérales ont ouvert de nouvelles opportunités et permis une croissance économique plus rapide. Un changement socioéconomique de cette échelle pose cependant inévitablement des difficultés aux groupes et

La *Revue des politiques sociales et familiales* remercie Cambridge University Press de l'avoir autorisée à traduire une large section du texte suivant : Hall P., Lamont M., 2013, Introduction, in Hall P., Lamont M. (dir.), *Social Resilience in the Neoliberal Era*, Cambridge University Press, p. 1-31. Les auteurs remercient les membres du programme *Successful Societies* et, notamment, William Sewell Jr., ainsi que Mary Brinton, Paul Leduc Browne, Mazen Elfakhani, Robert Fishman, Marion Fourcade, François Harelimana, Devesh Kapur, Robert Sampson, Jennifer Silva et Martin Schröder pour leurs commentaires et leurs suggestions.

(1) Sur la résilience en tant qu'objet de politiques gouvernementales et de recherches subventionnées, voir <http://www.cabinetoffice.gov.uk/ukresilience> et <http://www.amiando.com/WLVKYLQ.html>.

aux individus qui y sont confrontés. Les réformes qui ont accéléré la réorganisation de l'économie ont exposé de larges groupes d'individus à la dislocation sociale et ont eu de profonds effets sur la redistribution. Dans les économies politiques des pays développés, elles ont altéré les fondations de la protection sociale et augmenté l'insécurité économique, notamment en bas de l'échelle sociale (Hacker et Pierson, 2011). Tout aussi remarquable est la façon dont le néolibéralisme affecte l'image de soi et les critères de valeur qui posent problème à un grand nombre de personnes. Même lorsque les initiatives néolibérales ont pour effet d'accroître les opportunités, la nécessité de concevoir de nouvelles stratégies personnelles pour y faire face peut se révéler décourageante<sup>(2)</sup>. D'où la question qui guide ce travail : comment les individus maintiennent-ils leur bien-être malgré les défis que leur pose l'ère du néolibéralisme ?

### *Le sens de la résilience sociale*

Le terme « résilience » est mobilisé le plus souvent dans trois domaines : l'écologie, la psychologie du développement et les réponses aux catastrophes (Cottle, 2001 ; Masten, 2009)<sup>(3)</sup>. Dans le domaine de l'écologie, la résilience est généralement considérée comme la propriété d'un système, autrement dit comprise comme l'écologie d'éléments étroitement liés les uns aux autres. Cette littérature s'est d'abord essentiellement intéressée aux écologies du monde biologique, mais un nombre croissant de travaux considère les relations sociales comme des composantes fondamentales de ces systèmes (Neil Adger *et al.*, 2003). Dans ce premier cas, la résilience est comprise comme une propriété qui permet au système de retrouver son état préalable après avoir subi un choc, mais les écologistes ont récemment commencé à concevoir la résilience en des termes plus dynamiques, plus proches de notre perspective, en mettant en avant l'adaptation ou la transformation plutôt que le retour à un état antérieur. Dans une formulation innovante, Carl Folke (2006) note ainsi : « *La littérature définit actuellement la résilience comme la capacité d'un système à absorber les perturbations et à se réorganiser tout en évoluant afin de maintenir essentiellement la même fonction, structure, identité et feedbacks... Mais la résilience ne consiste pas uniquement à être résistant ou robuste face aux perturbations. Il s'agit aussi des opportunités que provoquent les perturbations en termes de recombinaison et d'évolution des structures et*

*des processus, de renouvellement du système et d'émergence de nouvelles trajectoires. En ce sens, la résilience fournit une capacité d'adaptation... »* (p. 259).

En psychologie du développement, le terme « résilience » est généralement utilisé pour décrire un résultat, des situations où un individu exposé à des facteurs de risques susceptibles d'affecter ses performances, tels que la pauvreté ou la perte d'un parent, a cependant des performances satisfaisantes (sur le plan scolaire ou autre) (Schoon, 2006). Les études associent ce type de résilience à l'existence de liens étroits ou d'un environnement structuré et solidaire. La résilience est généralement considérée comme une caractéristique individuelle, associée à une meilleure capacité d'adaptation ( *coping* ), à plusieurs aspects de la personnalité, à une réponse au stress qui réduisent les effets négatifs des facteurs de risques. Les psycho-sociologues ont développé à ce sujet des formulations telles que le concept d'auto-efficacité proposé par Albert Bandura (1977 et 1982) pour comprendre comment on peut se sentir habilité ou contraint par son environnement social. Cette littérature a également inspiré des analyses sociales influentes telles que l'étude de Frank F. Furstenberg et ses collègues (2000) sur les stratégies parentales efficaces dans les familles à faibles revenus à Philadelphie (Carlson et England, 2011). En s'appuyant sur leurs idées, on définit la résilience de manière quelque peu différente. La principale préoccupation porte sur la définition globale du bien-être et la manière dont il est assuré par des groupes de personnes plus ou moins liées les unes aux autres au sein d'une organisation, d'une classe, d'un groupe ethnique, d'une communauté ou d'un pays. Par conséquent, le terme « résilience sociale » désigne ici un résultat où les membres d'un groupe maintiennent leur bien-être en dépit des difficultés. Le bien-être est défini de manière globale et y sont inclus la santé physique et psychologique, la condition matérielle et le sens de dignité et d'appartenance associé au fait d'être un membre reconnu de la communauté (Taylor et Gutmann, 1994). On évite d'établir une hiérarchie précise des besoins ou de considérer la réalisation de soi comme un objectif ultime, car les recherches actuelles laissent entendre que la valeur qui leur est accordée est culturellement spécifique et associée à certaines classes ou nations (Sen et Nausbaum, 1993). La résilience est envisagée de façon dynamique, c'est-à-dire non pas comme la capacité

(2) Le degré de difficulté lié à tout développement donné présente bien évidemment des écarts qui sont fonction des personnes et des contextes. Même la mort d'un enfant est accueillie différemment selon que ce décès est exceptionnel ou habituel dans le contexte (Scheper-Hughes, 1993), et l'intensité du choc que constitue le chômage, par exemple, peut dépendre de la définition qu'a un individu de sa propre valeur à travers son identité professionnelle (Sharone, 2013).

(3) Il existe aussi une littérature croissante sur la résilience organisationnelle, comme le mettent en évidence Kathleen M. Sutcliffe et Timothy J. Vogus (2003).

à revenir à un état antérieur, mais comme l'accomplissement du bien-être, même lorsque cela implique des modifications importantes du comportement ou des cadres sociaux qui structurent et donnent du sens aux comportements. Ce qui est en jeu est la capacité des individus ou des groupes à s'assurer un résultat (matériel, culturel, émotionnel) favorable dans de nouvelles circonstances et, si besoin, par de nouveaux moyens.

### La résilience sociale comme processus

Ce travail s'intéresse plus spécifiquement aux sources de la résilience sociale. Qu'est-ce qui permet l'émergence d'un tel phénomène ? Dans quelles mesures les évolutions observées pendant l'ère néolibérale l'ont-elles favorisé ? Au contraire, le néolibéralisme n'aurait-il pas érodé les facteurs dont dépend la résilience sociale ? On a observé en particulier la manière dont les structures institutionnelles et les répertoires culturels, mis à disposition des personnes en fonction de la façon dont elles sont intégrées dans divers ensembles de relations sociales, améliorent leurs capacités à maintenir leur bien-être dans des circonstances difficiles. Ce travail s'appuie sur de précédents travaux collectifs, notamment *Successful societies: How institutions and culture affect health* (Hall et Lamont, 2009), qui affirmaient que le bien-être est conditionné par l'équilibre entre les difficultés que rencontrent les gens dans la vie et leur capacité à y faire face. Ces capacités dépendent de l'accès aux ressources, non seulement économiques, mais également culturelles et sociales, incarnées par les réseaux, les hiérarchies sociales et les répertoires culturels. Ce travail peut être lu comme un effort pour étendre le concept de ressources sociales et analyser leur rôle dans le contexte de l'évolution de la société.

Les individus façonnent des réponses aux difficultés grâce aux ressources identifiées dans de multiples sphères imbriquées les unes dans les autres, qui vont de la famille aux régimes transnationaux, en passant par le voisinage et les communautés locales, la région, la nation et l'État (Sampson *et al.*, 2002). En effet, une caractéristique de l'ère contemporaine est l'interdépendance visible entre ces différents niveaux, alors que les médias transportent les représentations nationales et internationales au cœur de la famille, et que les communautés locales dépendent des États nationaux ou des organisations transnationales pour leurs formes de soutien. Les perspectives d'avenir des immigrés au sein d'une communauté locale, par exemple, ne peuvent être comprises sans tenir compte de la reconnaissance symbolique accordée aux minorités par

les communautés nationales, des principes multiculturels auxquels elles peuvent faire appel et des ressources et des services concrets fournis par les politiques nationales (Bloemraad, 2006 ; Kymlicka, 2009). Même les régimes internationaux sont pertinents, en vertu du degré de soutien qu'ils apportent aux droits de l'Homme et des liens transnationaux qui existent entre les groupes de migrants (Levitt et Merry, 2009 ; Soysal, 1994). Aussi, pour comprendre la situation des groupes vulnérables, il est important de considérer non seulement les groupes eux-mêmes, mais aussi la charpente institutionnelle et culturelle qui les entoure, tout en tenant compte des opportunités offertes et saisies (Lamont, 2009). L'une des conclusions est que la résilience sociale est le résultat de processus actifs de réponses à ces changements. Les groupes ne font pas simplement appel à des ensembles de ressources existantes. La résilience sociale est le produit de processus créatifs où les gens font appel à différents outils et, notamment, à des ressources collectives et à de nouvelles images d'eux-mêmes, afin de maintenir leur bien-être face aux changements sociaux. Alors que certains outils font partie d'un contexte préexistant, d'autres sont rendus disponibles par le néolibéralisme lui-même. À de nombreux égards, il s'agit là d'une nouvelle version de la « culture en action » (Swidler, 1986) et de la recherche de signification qui se produit au cours des interactions quotidiennes et des efforts politiques collectifs.

L'étude de Marcos Ancelovici (2013) sur la réaction des syndicats français face aux évolutions de l'ère du néolibéralisme souligne ce point. Les analyses contemporaines traitent souvent de la « mondialisation » et du « néolibéralisme » comme s'il s'agissait de chocs exogènes de nature homogène. M. Ancelovici montre que les organisations ont fait l'expérience du néolibéralisme à travers une série de changements qui se déploient dans le temps et qui ont dû être interprétés ; ces interprétations étant ensuite filtrées à travers la matrice des préoccupations de chaque acteur. Les syndicats français ont ainsi fait l'expérience de la « mondialisation » et du « néolibéralisme » sous la forme d'un défi *organisationnel* qui s'est manifesté par le déclin du niveau d'adhésion et par les réponses qu'ils ont proposées pour faire face à ce problème. Lorsque le néolibéralisme est compris au niveau des réalités vécues, il apparaît que la manière dont le problème est perçu varie selon le contexte et que chaque réaction se construit sur la base de répertoires culturels établis à partir d'expériences antérieures (Lamont et Thévenot, 2000). Dans une analyse faisant référence à d'autres types d'agents, M. Ancelovici décompose cette réaction en processus de

narration, d'apprentissage et d'institutionnalisation. Il conclut que les organisations ayant les répertoires les plus hétérogènes et les dirigeants les plus autonomes sur le plan organisationnel avaient les réactions les plus résilientes.

### *Le rôle de l'État et des organisations sociales*

Comme Karl Polanyi (1944) l'a observé il y a de nombreuses années, les États constituent depuis longtemps le principal contrepoids potentiel des marchés : leurs réglementations façonnent la concurrence de marché ; ils sont source de biens publics, que ne fournissent pas les marchés, et de mesures qui réduisent les effets indésirables des marchés sur les groupes vulnérables. Les États auraient par conséquent dû être d'importantes sources de résilience sociale au cours de l'ère néolibérale, et nos conclusions confirment qu'ils l'ont souvent été. Peter Evans et William Sewell (2013) notent que le bien-être global a été soutenu de manière plus efficace dans les pays où les initiatives néolibérales étaient accompagnées d'initiatives nouvelles et substantielles en matière de protection sociale, comme en France, au Brésil, à Taïwan et en Corée du Sud, par exemple. D'un point de vue néolibéral, le fait que les gouvernements augmentent les dépenses sociales et la concurrence de marché de manière concomitante peut paraître antinomique, mais cette façon de procéder a souvent produit des effets salutaires. Dans des termes analogues, Lucy Barnes, Peter A. Hall et Rosemary C. R. Taylor (2010) concluent que la classe moyenne inférieure s'en sortait mieux quand les gouvernements ne se contentaient pas d'augmenter les dépenses sociales, mais les orientaient en vue d'une redistribution.

Les États n'agissent toutefois pas systématiquement comme des facteurs de résilience sociale. Dans de nombreux cas, les initiatives gouvernementales ont joué un rôle central dans l'intensification de la concurrence de marché, et le niveau de protection sociale qu'ils ont fourni varie considérablement d'un pays à l'autre. Comme les sociétés, les États ont été des lieux de concurrence entre les défenseurs des réformes néolibérales et ceux qui ont souhaité en limiter les effets, le résultat dépendant en grande partie de l'équilibre des rapports de force (Mudge, 2008).

La conclusion de L. Barnes et P. A. Hall (2013), selon laquelle le bien-être de la classe ouvrière est meilleur lorsque les syndicats sont plus puissants, est ici pertinente. Certains analystes considèrent que les syndicats font partie du problème économique plutôt que de la solution, et pensent que les initiatives néolibérales ont entraîné les

syndicats dans un sérieux déclin. Dans leur rôle politique de défenseurs des membres des strates socioéconomiques inférieures, les syndicats se révèlent pourtant comme faisant partie des organisations les plus essentielles au bien-être de ces personnes. L. Barnes et P. A. Hall concluent que le bien-être d'une personne est plus affecté par la proportion d'adhérents à un syndicat dans l'ensemble du pays que par son appartenance ou non à un syndicat. Les syndicats semblent contribuer à la résilience sociale en modifiant l'équilibre du pouvoir entre défenseurs et opposants de la protection sociale. Dans ce contexte, la baisse considérable du nombre de syndiqués fait partie des effets les plus durables et délétères de l'ère du néolibéralisme (Western et Rosenfeld, 2011).

La résilience sociale prend cependant aussi sa source dans d'autres formes d'organisation sociale et, dans le cas du Québec, Gérard Bouchard (2013) en explore un exemple classique. Au cours des vingt dernières années, le bien-être global a été maintenu plus efficacement au Québec que dans les autres provinces canadiennes. G. Bouchard attribue une grande part de ce succès à la manière dont la province a nourri une « économie sociale » caractérisée par un grand nombre de coopératives, d'entreprises soutenues par des organisations quasi publiques et par des processus de délibération remarquables. Les politiques publiques ont aidé à soutenir ce modèle, mais celui-ci s'est construit à partir de réseaux d'organisations sociales. À cet égard, le Québec ressemble aux régions du nord de l'Italie et de l'Allemagne qui ont prospéré sur des marchés concurrentiels internationaux en renonçant, sur le plan domestique, à des relations de marché hautement concurrentielles pour privilégier des relations collaboratives interentreprises fondées sur des réseaux sociaux denses qui favorisent une culture de coopération (Herrigel, 1996 ; Piore et Sabel, 1984 ; Streeck, 1991). Les relations sociales étayent la résilience sociale d'autres manières encore. Une littérature abondante suggère que les liens avec la famille, les amis et les connaissances constituent des ressources sociales sur lesquelles les individus peuvent s'appuyer pour faire face à de nombreux types de défis (Berkman, 1997 et 2000 ; Liebenberg et Ungar, 2009 ; Sampson *et al.*, 2002). Grâce à ces connexions, les personnes obtiennent des informations et un soutien logistique et émotionnel. Pour L. Barnes et P. A. Hall, ces types de relations sociales ont été importants pendant la période néolibérale. Au cours des trois dernières décennies, les personnes qui ont entretenu des liens étroits avec leurs familles et leurs amis ont signalé des niveaux de bien-être subjectif plus élevés, et

pour citer les analystes du capital social, le bien-être est plus élevé dans les pays dotés de réseaux d'engagement civique plus denses (Putnam, 2001). Les liens sociaux sous forme de liens directs entre les personnes sont une source de résilience sociale et sont susceptibles d'être encore plus puissants lorsqu'ils s'accompagnent de formes de reconnaissance sociale qui définissent un large éventail d'individus en tant que membres valorisés de la communauté (Barnes *et al.*, 2010 ; Fraser et Honneth, 2003)<sup>(4)</sup>.

### *Le rôle des imaginaires collectifs*

D'autres formes de liens sociaux peuvent également contribuer à la résilience sociale. Les sociétés sont liées entre elles, non seulement par des liens sociaux mais aussi par des imaginaires collectifs. Ces imaginaires incarnent des récits sur le passé et l'avenir de la communauté, sur son appartenance et sur ses principales qualités (Bouchard, 2003). En tant que tels, ils entretiennent souvent des relations qui se renforcent mutuellement avec les organisations et les politiques sociales qui favorisent la résilience sociale. G. Bouchard montre ainsi que les mythes sur l'histoire et l'originalité du Québec ont depuis longtemps étayé la solidarité sociale, soutenant à la fois son économie sociale et son filet de sécurité sociale. Un phénomène similaire est observé dans les pays nordiques où, malgré les réformes néolibérales, les imaginaires collectifs qui renforcent un sens de responsabilité sociale partagée ont apporté un soutien crucial aux organisations et politiques sociales qui contribuent à la résilience sociale (Berman, 2006 ; Offe, 2011). Dans des termes analogues, Daniel Keating, Arjumand Siddiqi et Quynh Nguyen (2013) attribuent de meilleurs résultats au Canada, non seulement parce que les politiques canadiennes et américaines sont différentes, mais aussi du fait de la manière dont les textes néolibéraux ont été filtrés par leurs imaginaires collectifs.

Les imaginaires collectifs peuvent également être des sources directes de résilience pour les individus et les groupes en raison de la manière dont ils définissent et soutiennent les identités collectives. Dans leur contribution, Michèle Lamont, Jessica Welburn et Crystal Fleming (2013) montrent que les stratégies déployées par les membres de groupes stigmatisés pour lutter contre le racisme s'appuient beaucoup sur les imaginaires collectifs nationaux. Les Afro-Américains, par exemple, font appel, non seulement aux principes d'égalité essentiels au credo américain, qui

les soutient dans leur lutte contre le racisme, mais également à d'autres répertoires associés au néolibéralisme (comme ceux qui attachent de la valeur à l'effort individuel et à la consommation personnelle), afin de renforcer leur sentiment d'appartenance sociale face aux stéréotypes racistes. Ces stratégies de confrontation sont très différentes de celles de leurs homologues au Brésil (où prévaut la célébration du mélange ethnique) et en Israël (où les Juifs éthiopiens et mizrahim ont tendance à minimiser la discrimination et à mettre en avant leur judéité et leur appartenance à la nation sioniste). Dans de tels contextes, les identités collectives développées par les groupes minoritaires sont également importantes. Les témoignages suggèrent que l'attachement à une forte identité collective renforce l'image de soi et réduit l'impact psychologique négatif des expériences d'immigration ou de discrimination raciale (Feliciano, 2005 ; Oyserman *et al.*, 2006). Ces stratégies sont rendues possibles par les répertoires culturels disponibles qui permettent plus ou moins à certaines approches de faciliter la reconnaissance (Lamont et Thévenot, 2000).

Ces analyses sont la partie émergée d'un immense iceberg. Les références culturelles partagées, les mythes et les récits communs incarnés dans des imaginaires collectifs peuvent renforcer la conscience de soi et les capacités d'un individu de multiples manières. Les personnes dépendent des outils culturels fournis par ces imaginaires pour donner un sens aux difficultés et imaginer des solutions (Small *et al.*, 2010 ; Swidler, 1986). Ce qui est en jeu, ce sont les possibilités d'avenir imaginées et poursuivies par les personnes elles-mêmes et par leurs communautés (Markus et Nurius, 1986). Michael J. Chandler et Christopher Lalonde (1998) montrent, par exemple, que les différences de taux de suicide observées dans les communautés des premières nations de Colombie-Britannique sont liées à la capacité des communautés à transmettre aux plus jeunes de leurs membres un sentiment de fierté de leur identité et leur histoire collective. Les récits plus généraux sur la reconnaissance et la dignité, souvent véhiculés par les politiques scolaires à propos des manières propres à un groupe de s'habiller, de parler et de démontrer son identité collective, sont des éléments particulièrement importants (Carter, 2012). Ces imaginaires collectifs s'accompagnent d'un ensemble de structures culturelles complémentaires pouvant avoir des conséquences sur la résilience sociale. De nombreux aspects locaux d'ordre culturel peuvent être importants pour la résilience

(4) Sur les relations entre le capital social, les réseaux et le sens, voir les travaux de Robert M. Fishman (2009) et ceux de Mark A. Pachucki et Ronald L. Breiger (2010).

sociale du fait que les personnes trouvent des stratégies d'action en observant le comportement de leur entourage. Alford A. Young (2011) montre, par exemple, comment les hommes noirs marginalisés imaginent des voies de mobilité ascendante en interaction avec leur environnement. Les cadres culturels spécifiques à certains groupes ethniques peuvent être favorables ou défavorables. Les Afro-Américains sont ainsi moins susceptibles que les Latins de recommander des membres de leur groupe ethnique pour un emploi, en partie parce que les stéréotypes largement répandus sur la dépendance des Afro-Américains aux aides sociales les incitent à investir plus fortement dans les notions d'« autonomie » et d'« autopromotion » (Smith, 2010). L'étude des répertoires culturels qui contribuent à la reconnaissance et à la résilience sociale est un élément important à mettre à l'agenda de la recherche contemporaine.

Le néolibéralisme peut cependant avoir ses propres effets sur les imaginaires collectifs, effets qui méritent également une exploration plus poussée. Dans la mesure où les idéaux néolibéraux privilégient les critères du marché pour apprécier une valeur, ils devraient renforcer l'image de soi des acteurs compétents sur le marché et menacer les personnes dépourvues de ressources commercialisables. La résilience de celles-ci peut dépendre du fait qu'elles disposent ou non de répertoires alternatifs (moraux, par exemple) pour s'autoévaluer, afin de ne pas être entièrement dépendantes des normes dominantes de statut (Lamont, 2000). Cependant, certaines sociétés soutiennent ces répertoires alternatifs mieux que d'autres (Lamont, 2000), et l'influence des discours néolibéraux a peut-être réduit cet éventail.

### **Capacités collectives : interactions entre la culture et les institutions**

La résilience sociale dépend non seulement des caractéristiques des sociétés dans lesquelles les individus parient pour améliorer leurs capacités (ou capacités d'agir), mais aussi de la capacité des communautés à élaborer des réponses collectives face aux défis. Nous avons déjà souligné les rôles que les États peuvent jouer dans ce processus, en fonction de leur capacité à redistribuer des ressources, à fournir des biens publics indépendamment du revenu et à encourager des formes d'organisation sociale qui maintiennent l'emploi et la solidarité sociale. Clyde Hertzman et Arjumand Siddiqi (2013) notent ainsi que les efforts déployés en faveur du développement de la petite enfance sont importants pour le bien-être à long terme de toute la communauté, et ne peuvent être seulement

considérés comme la pure et simple fourniture d'un bien public. Envisager le développement de la petite enfance comme un bien public, c'est omettre la coopération active qu'elle nécessite, de la part de nombreux acteurs de la communauté locale, des directeurs d'écoles aux parents, en passant par les chefs d'entreprises locaux. C. Hertzman et A. Siddiqi décrivent le développement de la petite enfance comme un bien « *mis en œuvre collectivement* » – une expression qui peut aussi s'appliquer à d'autres efforts essentiels à la résilience sociale d'une communauté –, le considérant comme un produit de la politique gouvernementale qui dépend de la participation soutenue de coalitions intersectorielles durables. Les capacités à fournir de tels biens sont essentielles pour permettre à une communauté de maintenir son bien-être face aux difficultés. Il est donc important de saisir la manière dont ils sont générés pour comprendre la résilience sociale.

D'autres exemples peuvent être cités concernant des biens collectifs dans des villages africains du Malawi (Swidler, 1986), avec le rôle essentiel du chef local, enraciné dans la culture et qui s'assure que les coûts liés à la contribution de la collectivité sont partagés de manière équitable ; ou bien encore en Chine, avec les travaux de Lily L. Tsai (2007), qui montrent que c'est le désir d'un meilleur statut qui motive généralement la contribution des acteurs aux biens collectifs, et que ces biens collectifs ont plus de chances d'être fournis si des récits communs, renforcés par des rituels, soulignent la valeur des collectivités. C. Hertzman et A. Siddiqi observent que des récits similaires soutiennent des interdépendances complexes dans les communautés modernes, et que la recherche d'une reconnaissance et d'un statut local peut motiver une action citoyenne, même dans les hiérarchies institutionnelles (Waller, 2009). Pour résumer, les marchés et les hiérarchies ne sont pas les seuls instruments disponibles pour organiser une entreprise collective, et la contribution des institutions officielles à la résilience sociale d'une communauté dépend souvent de leurs interactions avec les cadres culturels existants (Dobbin, 1994 ; Ostrom, 2005 ; Williamson, 1985). Les structures culturelles et institutionnelles peuvent se renforcer ou se fragiliser les unes les autres, comme à l'école, où le statut par rapport aux pairs peut entrer en conflit avec le statut dicté par l'enseignant (Carter, 2005 ; Warikoo, 2011).

Ces observations sont particulièrement pertinentes au regard des évolutions à l'ère néolibérale. Au fur et à mesure que les idées néolibérales ont gagné en influence, sur le comportement entrepreneurial par exemple, les

cadres culturels qui sous-tendent les pratiques institutionnelles ont évolué, donnant lieu à de nouvelles formes de comportement. Martin Schröder (2011) montre ainsi que la volonté des entreprises de délocaliser leur production vers des pays à faibles coûts n'était pas entièrement motivée par une conjoncture économique précise, mais souvent influencée par l'adhésion des dirigeants à l'idéologie néolibérale. Dans le même esprit, les initiatives privilégiant le marché pour améliorer le bien-être des communautés locales dans les pays en développement ont rencontré un succès mitigé, notamment parce que beaucoup d'entre elles n'étaient pas suffisamment attentives aux contextes culturels locaux (Vollan, 2008). Les initiatives qui ignorent les ressources sociales inscrites dans les pratiques culturelles locales peuvent détruire des capacités collectives plutôt que d'en créer (Appadurai, 2004 ; Swidler et Watkins, 2009).

La résilience n'est toutefois pas le résultat d'un ensemble statique de cadres culturels. Comme souligné *supra*, les signes de résilience demandent généralement des processus actifs pour engager les cadres appropriés et les maintenir. A. Swidler (1986) souligne la manière dont les activités ritualisées réaffirment la valeur accordée à la collectivité. G. Bouchard note l'importance des consultations collectives dans les États généraux pour la réussite des politiques publiques au Québec. C. Hertzman et A. Siddiqi concluent que la durabilité des coalitions intersectorielles pour le développement de la petite enfance dépend de processus de mobilisation concertée, et M. Ancelovici voit, dans les réponses apportées par les syndicats français au néolibéralisme, des processus d'apprentissage et d'institutionnalisation actifs. En fin de compte, la résilience sociale dépend de ce que l'on pourrait appeler des « cadres culturels en action » et de l'utilisation que font les acteurs des « capacités stratégiques » pour apporter une réponse concertée aux défis que les institutions leur présentent.

## Après la crise...

La crise économique mondiale qui a débuté en 2008 peut être perçue comme le point d'orgue de l'ère néolibérale. En effet, ses racines résident dans l'assouplissement de la régulation gouvernementale et dans une confiance aveugle envers les marchés, qui ont encouragé une expansion sans précédent du secteur financier et une augmentation considérable de la dette dans de nombreux pays (Rajan, 2011 ; Tett, 2009). Outre la récession, l'héritage de cette crise restera probablement des politiques d'austérité pour

de nombreuses années (Schäfer et Streeck, 2013). Un effet de ces politiques a été l'accroissement d'un sentiment d'injustice, alors que le chômage augmente dans certains pays, et que les citoyens se demandent pourquoi les banques ont été renflouées et pas eux. Ce sentiment a provoqué un soutien croissant des partis et factions d'extrême droite et d'extrême gauche qui, pour certains, se sont ouvertement opposés aux politiques néolibérales. Dans les pays en développement, la crise a discrédité les doctrines basées sur une confiance démesurée dans les marchés et stimulé un regain d'intérêt pour l'État développementaliste (Bresser-Pereira et Oreiro, 2012). Mais l'espoir de certains que la crise sonne le glas des idées et des pratiques néolibérales a toutes les chances d'être déçu, si ce n'est à très long terme.

Les pratiques et les discours néolibéraux sont désormais si bien ancrés à de multiples niveaux de l'économie, de la politique et de la société qu'ils sont difficiles à déloger (Centeno et Cohen, 2012 ; Mudge, 2008). Bien que la doctrine des « marchés efficients » ait été discréditée et les prescriptions keynésiennes en faveur de la croissance économique occasionnellement ravivées, presque aucune alternative aux principes devenus centraux pour l'économie traditionnelle néolibérale n'a réussi à s'imposer (Hall, 2013). Les pratiques néolibérales ont par ailleurs été si profondément institutionnalisées par les gouvernements et autres organisations qu'elles seront difficiles à faire reculer. Certaines banques ont certes été nationalisées et de modestes efforts déployés pour renforcer la réglementation financière, mais même les gouvernements qui souhaiteraient poursuivre des politiques alternatives sont contraints par l'internationalisation de la finance, qui octroie des crédits en fonction de leur conformité aux pratiques néolibérales. Dans la sphère publique, la crise a déclenché des réactions, particulièrement visibles dans les mouvements *Occupy*<sup>(5)</sup> qui sont apparus dans de nombreux pays, mais elle a aussi généré, sur les marchés de l'emploi et des ressources, une concurrence qui tend à renforcer le chacun pour soi, caractéristique de l'ère néolibérale (Ancelovici, 2012).

Dans ce contexte, les raisons de s'inquiéter de la résilience sociale sont plus nombreuses que jamais. De nombreux groupes sont confrontés à des circonstances difficiles. Aux États-Unis, Jacob S. Hacker et ses collègues (2010) estiment que le niveau d'insécurité économique a presque doublé depuis les années 1980, et, selon les estimations de Claude S. Fischer (2012), environ la moitié

(5) *NDLR* : mouvement international de protestation contre les inégalités économiques et sociales avec des occupations d'espaces dans des centaines de villes au monde.

des Américains expérimenteront un épisode de pauvreté entre leurs 25 ans et leurs 75 ans. Dans le sud de l'Europe, la situation est bien pire et pèse lourdement sur tous les aspects du bien-être des individus. En Grèce, par exemple, la santé de la population s'est détériorée et le taux de suicide a augmenté de plus de 50 % entre 2007 et 2012 (Kentikelenis *et al.*, 2011). De telles conditions mettent à rude épreuve la capacité des groupes sociaux à préserver leur bien-être et rendent encore plus urgente l'identification des sources de la résilience sociale.

## Conclusion

Aucun ouvrage ne peut rendre pleinement justice au lent et vaste processus associé au néolibéralisme ou aux sources de la résilience sociale. Cependant, ce travail collectif rend compte de multiples dimensions de ces phénomènes. Pour appréhender un processus aussi complexe au niveau macro, nous avons essayé de l'aborder de l'intérieur comme de l'extérieur, en considérant la manière dont des acteurs organisés et des citoyens ordinaires assimilent de nouveaux ensembles de catégories et s'en servent à leurs propres fins (Bourdieu et Nice, 1998). Le déploiement du néolibéralisme est considéré ici comme un processus social syncrétique, caractérisé par des ajustements, des résistances et une transformation créative. Il a pris place dans un espace social à plusieurs niveaux, regorgeant de cadres institutionnels et de répertoires culturels à partir desquels les acteurs ont développé des réponses aux opportunités et aux défis de cette époque.

Une attention particulière a été portée à ces défis afin de faire avancer la compréhension de la résilience sociale, définie comme la capacité des groupes à maintenir leur bien-être. Ceci suppose de décrire en quoi les pratiques institutionnelles et les répertoires culturels sont constitutifs des sources de résilience sociale. Mais la résilience sociale ne se limite pas à la mobilisation de ressources existantes. Il s'agit plutôt d'un processus actif qui mobilise des personnes avec leurs loyautés et leurs engagements, inscrits dans des contextes culturels particuliers – dirigeants syndicaux français, chefs africains, directeurs d'écoles canadiens et membres de groupes stigmatisés. À leur tour, ces processus d'ajustement se transforment en une entreprise créative lorsque les acteurs trouvent de nouveaux moyens de déployer des institutions ou des répertoires culturels existants et exploitent les nouvelles catégories et opportunités générées par l'ère néolibérale. Une réflexivité absente des systèmes physiques joue un rôle important dans ces processus, car des souvenirs enracinés dans

l'histoire partagée des communautés sont mobilisés pour imaginer l'avenir et construire de nouvelles grammaires d'action.

La résilience sociale est une composante clé des sociétés performantes, comprises ici comme celles qui affichent de bons indicateurs en matière de santé de la population, d'inclusion sociale et de justice sociale. Dans de telles sociétés, un large éventail de groupes dispose des ressources culturelles et institutionnelles nécessaires pour répondre aux défis successifs. Pour comprendre ce qui rend ces sociétés prospères, il est nécessaire d'en savoir plus sur la manière dont la résilience sociale opère. En outre, en tant que perspective d'analyse, la résilience sociale apporte un éclairage nouveau sur des problèmes anciens. Comme cadre pour aborder les questions de justice sociale, elle offre une alternative aux traditionnels débats gauche-droite sur les États-providence menacés, les vertus et les dangers de l'individualisme ou les maux liés aux interventions de l'État. Elle transcende les cadres disciplinaires traditionnels pour examiner la manière dont les institutions coopèrent avec les répertoires culturels pour constituer des capacités collectives, et considère les questions de reconnaissance et d'appartenance culturelle en lien avec les questions relatives à la répartition des ressources.

Le lien macro-micro doit être au cœur des recherches sur la résilience sociale. Au niveau macro, la modélisation de l'ajustement aux chocs pourrait être approfondie (Bronfenbrenner, 1979 ; Wuermli *et al.*, 2012). Au niveau méso, il est primordial de mieux comprendre comment maintenir la robustesse des institutions en résonance avec les répertoires culturels. Au niveau micro, il est nécessaire d'explorer davantage les liens entre répertoires culturels, cadres institutionnels et la résilience individuelle du type de celle qu'indiquent, par exemple, les résultats qui montrent que les étudiants des minorités qui affichent les meilleures performances en termes d'éducation sont en général non seulement dotés d'une forte identité de groupe, mais aussi des capacités à intégrer la culture de la majorité (Carter, 2005 ; Oyserman *et al.*, 2006). Une piste de recherche pourrait être d'étudier les processus sociaux qui entretiennent « les possibilités et les espoirs », c'est-à-dire les pratiques institutionnelles et culturelles qui permettent aux individus de négocier de nouveaux environnements de façon flexible et ambitieuse.

De la même manière, il serait intéressant d'étudier plus en avant la façon dont les évolutions de l'ère néolibérale ont affecté les sources de résilience sociale. Nous avons



identifié quelques points à ce sujet, mais n'avons pas systématiquement évalué quelles ressources avaient été érodées ou augmentées au cours de ces trente dernières années. D'autres études de cas seront par conséquent nécessaires pour développer une compréhension approfondie de ces questions. Les récessions que beaucoup de pays ont connues à la suite de la crise financière mondiale fournissent un grand nombre de défis pour la connaissance.

## Bibliographie

Ancelovici M., 2012, Le mouvement Occupy et la question des inégalités : ce que le slogan « Nous sommes les 99 % » dit et ne dit pas, in Depuis-Déri F. (dir.), *Par-dessus le marché ! Réflexions critiques sur le capitalisme*, Montréal, Éditions Ecosociété, p. 15-48.

Ancelovici M., 2013, The origins and dynamics of organizational resilience: A comparative study of two French labor organizations, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 346-375.

Appadurai A., 2004, The capacity to aspire: Culture and the terms of recognition, in Rao V., Walton M. (eds), *Culture and public action*, Stanford, Stanford University Press, p. 59-84.

Bandura A., 1982, Self-efficacy mechanism in human agency, *American Psychologist*, vol. 37, n° 2, p. 122-147.

Bandura A., 1977, *Social learning theory. Prentice-Hall series in social learning theory*, New Jersey, Prentice-Hall.

Barnes L., Hall P. A., 2013, Neoliberalism and social resilience in the developed democracies, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 209-238.

Barnes L., Hall P., Taylor, R., 2010, *The social sources of the health gradient: A cross-national analysis*, SSRN Electronic Journal. Available at: <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1644987>.

Berkman L., 2000, Social support, social networks, social cohesion and health, *Social Work in Health Care*, vol. 31, n° 2, p. 3-14.

Berkman L., 1997, Looking beyond age and race: The structure of networks, functions of support, and chronic stress, *Epidemiology*, vol. 8, n° 5, p. 469-470.

Berman S., 2006, *The primacy of politics: Social democracy and the making of Europe's twentieth century*, Cambridge, Cambridge University Press.

Bloemraad I., 2006, *Becoming a citizen: Incorporating immigrants and refugees in the United States and Canada*, Berkeley, University of California Press.

Boltanski L., Thévenot L., 2006, *On justification: Economies of worth*, Princeton, Princeton University Press.

Bouchard G., 2003, *Raison et contradiction : le mythe au secours de la pensée*, Québec, Éditions Nota bene.

Bouchard G., 2013, Neoliberalism in Québec: The response of a small nation under pressure, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 267-292.

Bourdieu P., Nice R., 1998, *Acts of resistance: Against the tyranny of the market*, New York, The New Press.

Bresser-Pereira L., Oreiro, J.-L., 2012, A theoretical framework for a structuralist development macroeconomics, Financial Stability and Growth Conference, p. 1-20.

Bronfenbrenner U., 1979, *The ecology of human development: Experiments by nature and design*, Cambridge, MA, Harvard.

Carlson M., England, P., 2011, *Social class and changing families in an unequal America*, Stanford, Stanford University Press.

Carter P., 2012, *Stubborn roots: Race, culture, and inequality in US and South African schools*, Oxford, Oxford University Press.

Carter P., 2005, *Keepin' it real: School success beyond Black and White*, Oxford, Oxford University Press.

Centeno M., Cohen, J., 2012, The arc of neoliberalism, *Annual Review of Sociology*, vol. 38, p. 317-340.

Chandler M., Lalonde C., 1998, Cultural continuity as a hedge against suicide in Canada's First Nations, *Transcultural psychiatry*, vol. 35, n° 2, p. 191-219.

Cottle T., 2001, *Hardest times: The trauma of long term unemployment*, Westport, Praeger.

Dobbin F., 1994, Cultural models of organization: The social construction of rational organizing principles, in Krane D. (ed), *The sociology of culture: Emerging theoretical perspectives*, London, Wiley-Blackwell, p. 117-141.

- Evans P. B., Sewell Jr. W. H., 2013, Neoliberalism: Policy regimes, international regimes and social effects, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 35-68.
- Feliciano C., 2005, Does selective migration matter? Explaining ethnic disparities in educational attainment among immigrants' children, *International Migration Review*, vol. 39, n° 4, p. 841-871.
- Fischer C. S., 2012, *How to be poor*, Boston Review.
- Fishman R., 2009, On the costs of conceptualizing social ties as social capital, in Bartkus V., Davis J. (eds), *Social capital. Reaching out, reaching in*, Edward Elgar Publishing, p. 66-83.
- Folke C., 2006, Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses, *Global Environmental Change*, vol. 16, n° 3, p. 253-267.
- Foucault M., 2010, *The birth of biopolitics: Lectures at the Collège de France, 1978-79*, New York, Palgrave Macmillan.
- Fraser N., Honneth A., 2003, *Redistribution or recognition? A political-philosophical exchange*, London, Verso.
- Furstenberg F., Cook T., Eccles J., Elder J. (eds), 2000, *Managing to make it: Urban families and adolescent success*, Chicago, University of Chicago Press.
- Hacker J. S., Huber G., Rehm P., Schlesinger M., Valletta R., 2010, *The economic security index: A new measure of the economic security of american workers and their families*, New York, The Rockefeller Foundation.
- Hacker J. S., Pierson P., 2011, *Winner-take-all politics: How Washington made the rich richer – and turned its back on the middle class*, New York, Simon & Schuster.
- Hall P., 2013, The political origins of our economic discontents, in Kahler M., Lake D. (eds), *Politics in the new hard times: The great recession in comparative perspective*, Ithaca, New York: Cornell University Press, p. 129-149.
- Hall P. A., Lamont M., 2013, *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hall P. A., Lamont M., 2009, *Successful societies: How institutions and culture affect health*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Herrigel G., 1996, *Industrial constructions: The sources of German industrial power. Structural analysis in the social sciences*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hertzman C., Siddiqi A., 2013, Can communities succeed when States fail them? A case study of early human development and social resilience in a neoliberal era, in Hall P., Lamont M. (eds), *Social Resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 293-318.
- Keating D., Siddiqi A., Nguyen Q., 2013, National differences in population health and development, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 239-263.
- Kentikelenis A., Karanikolos M., Papanicolas I., Basu S., McKee M., Stuckler D., 2011, Health effects of financial crisis: Omens of a greek tragedy, *The Lancet*, vol. 378, n° 9801, p. 1457-1458.
- Kymlicka W., 2009, *Multicultural odysseys: Navigating the new international politics of diversity*. Oxford, Oxford University Press.
- Lamont M., 2009, Responses to racism health, and social inclusion as a dimension of successful societies, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Successful societies: How institutions and culture affect health*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 151-168.
- Lamont M., 2000, *The dignity of working men: Morality and the boundaries of race, class, and immigration*, Harvard, Harvard University Press.
- Lamont M., 1992, *Money, morals, and manners: Culture of the french and the american upper-middle class. Morality and society*, Chicago, University of Chicago Press.
- Lamont M., Thévenot, L. (eds), 2000, *Rethinking comparative cultural sociology: Repertoires of evaluation in France and the United States*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Lamont M., Welburn J. S., Fleming C. M., 2013, Responses to discrimination and social resilience under neoliberalism: The United States compared, in Hall P. A., Lamont M. (eds), *Social resilience in the neoliberal Era*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 129-157.
- Lefebvre H., 1974, *The production of space*, Oxford, Blackwell Publishing.

- Levitt P., Merry S., 2009, Vernacularization on the ground: Local uses of global women's rights in Peru, China, India and the United States, *Global Networks*, vol. 9, n° 4, p. 441-461.
- Liebenberg L., Ungar M. (eds), 2009, *Researching resilience*, Toronto, University of Toronto Press.
- Markus H., Nurius P., 1986, Possible selves, *American psychologist*, vol. 41, n° 9, p. 954-969.
- Masten A., 2009, Ordinary magic: Lessons from research on resilience in human development, *Education Canada*, vol. 49, p. 28-32.
- Mudge S., 2008, What is neoliberalism?, *Socio-Economic Review*, vol. 6, n° 4, p. 703-731.
- Neil Adger W., Mick Kelly P., Huu Ninh N. (eds), 2003, *Living with environmental change: Social vulnerability, Adaptation, and Resilience in Vietnam*, London, Routledge.
- Offe C., 2011, Shared social responsibility: The need for and supply of responsible patterns of action, *Trends in Social Cohesion*, vol. 23, p. 15-34.
- Ostrom E., 2005, *Understanding institutional diversity*, Princeton, Princeton University Press.
- Oyserman D., Bybee D., Terry, K., 2006, Possible selves and academic outcomes: How and when possible selves impel action, *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 91, n° 1, p. 188-204.
- Pachucki M., Breiger, R., 2010, Cultural holes: Beyond relationality in social networks and culture, *Annual Review of Sociology*, vol. 36, n° 1, p. 205-224.
- Piore, M., Sabel, C., 1984, *The second industrial divide: Possibilities for prosperity*, New York, Basic Books.
- Polanyi K., 1944, *The great transformation: The political and economic origins of our time*, Boston, Beacon Press.
- Putnam R., 2001, *Bowling alone: The collapse and revival of American community*, New York, Simon & Schuster.
- Rajan R., 2011, *Fault lines: How hidden fractures still threaten the world economy*, Princeton, Princeton University Press.
- Sampson R., Morenoff J., Gannon-Rowley T., 2002, Assessing "neighborhood effects": Social processes and new directions in research, *Annual Review of Sociology*, vol. 28, n° 1, p. 443-478.
- Schäfer A., Streeck W., 2013, *Politics in the age of austerity*, Cambridge, Polity Press.
- Scheper-Hughes N., 1993, *Death without weeping: The violence of everyday life in Brazil*, Berkeley, University of California Press.
- Schoon I., 2006, *Risk and resilience: Adaptations in changing times*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Schröder M., 2011, *Die macht moralischer argumente. Produktionsverlagerungen zwischen wirtschaftlichen Interessen und gesellschaftlicher Verantwortung*, Wiesbaden, VS Verlag.
- Sen A., Nussbaum M. (eds), 1993, *The quality of life*, Oxford, Oxford University Press.
- Sharone O., 2013, *Job-search games: Chemistry, self-blame, and unemployment experiences*, Chicago, University of Chicago Press.
- Silva J., 2012, Constructing adulthood in an age of uncertainty, *American Sociological Review*, vol. 77, n° 4, p. 505-522.
- Small M., Harding D., Lamont, M., 2010, Reconsidering culture and poverty, *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 629, n° 1, p. 6-27.
- Smith S., 2010, A test of sincerity: How black and latino service workers make decisions about making referrals, *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 629, n° 1, p. 30-52.
- Soysal Y., 1994, *Limits of citizenship: Migrants and post-national membership in Europe*, Chicago, University of Chicago Press.
- Streeck W., 1991, On the institutional conditions of diversified quality production, in Streeck W., Matzner E. (eds), *Beyond keynesianism: The socio-economics of production and full employment*, London, Edward Elgar, p. 21-61.
- Sutcliffe K. M., Vogus T. J., 2003, Organizing for resilience, in Cameron K., Dutton J. E., Quinn R. E. (eds), *Positive organizational scholarship: Foundation of a new discipline*, San Francisco: Berrett-Koehle, p. 94-110.
- Swidler A., 1986, Culture in action: Symbols and strategies, *American Sociological Review*, vol. 51, n° 2, p. 273-286.
- Swidler A., Watkins S., 2009, "Teach a man to fish": The sustainability doctrine and its social consequences, *World Development*, vol. 37, n° 7, p. 1182-1196.

Taylor C., Gutmann A. (eds), 1994, *Multiculturalism: Examining the politics of recognition*, Princeton, Princeton University Press.

Tett G., 2009, *Fool's gold: How unrestrained greed corrupted a dream, shattered global markets and unleashed a catastrophe*, London, Hachette UK.

Tsai L., 2007, *Accountability without democracy: Solidary groups and public goods provision in rural China*, New York, Cambridge University Press.

Vollan B., 2008, Socio-ecological explanations for crowding-out effects from economic field experiments in southern Africa, *Ecological Economics*, vol. 67, n° 4, p. 560-573.

Warikoo N., 2011, *Balancing acts: Youth culture in the global city*, Berkeley, University of California Press.

Western B., Rosenfeld J., 2011, Unions, norms, and the rise in U.S. Wage Inequality, *American Sociological Review*, vol. 76, n° 4, p. 513-537.

Willer R., 2009, Groups reward individual sacrifice: The status solution to the collective action problem, *American Sociological Review*, vol. 74, n° 1, p. 23-43.

Williamson O. E., 1985, *The economic institutions of capitalism: Firms, markets, relational contracting*, New York, The Free Press – MacMillan Publishers.

Wuermli A., Silbereisen R., Lundberg M., Lamont M., Behrman J., Aber L., 2012, A conceptual framework, in Lundberg M., Wuermli A. (eds), *Children and youth in crisis: Protecting and promoting human development in times of economic shocks*, Washington DC, World Bank, p. 29-101.

Young Jr A. A., 2011, *The minds of marginalized black men: Making sense of mobility, opportunity, and future life chances*, Princeton University Press.